

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE DE SALE
COMMUNE DE SALE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIVISION D'HYGIENE ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX

N° 23/CS/2025

ACHAT DE RATICIDES
COMMUNE DE SALE - PREFECTURE DE SALE -

-LOT UNIQUE-

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(CPS)

Imputation Budgétaire

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
20	30	10	13	Achat de raticide

Marché passé après appel d'offres simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n° 2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHE	6
ARTICLE 2 :	CONSISTANCE DES FOURNITURES	6
ARTICLE 3 :	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
ARTICLE 4 :	TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX.	6
	VALIDITE DE L’OFFRE ET DATE DE NOTIFICATION DE	
ARTICLE 5 :	LAPPROBATION DU MARCHE	7
ARTICLE 6 :	NANTISSEMENT	8
ARTICLE 7 :	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	8
ARTICLE 8 :	SOUS – TRAITANCE	9
ARTICLE 9 :	DELAJ DE LIVRAISON	10
ARTICLE 10 :	NATURE DES PRIX.	10
ARTICLE 11 :	CARACTERE DES PRIX	10
	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT	
ARTICLE 12 :	DEFINITIF	10
ARTICLE 13 :	RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 14 :	ASSURANCES ET RESPONSABILITE	11
	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU	
ARTICLE 15 :	INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 16 :	MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON	11
ARTICLE 17 :	MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE 18 :	RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE	12
ARTICLE 19 :	PENALITES POUR RETARD	13
ARTICLE 20 :	DROITS D’ENREGISTREMENT	13
ARTICLE 21 :	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 22 :	RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 23 ::	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	14
ARTICLE 24 :	CAS DE FORCE MAJEUR	14
	PERSONNE INTERVENANT DANS LE CADRE DE CE	
ARTICLE 25 :	MARCHE	14
	LES PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L’EXECUTION	
ARTICLE 26 :	DU MARCHE	14
	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES	
ARTICLE 27 :	PRIX	15
ARTICLE 28 :	BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF	15

MARCHE N° 23 /CS/2025

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et de l'article 148, Du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

LA COMMUNE DE SALE, REPRESENTÉE PAR SON PRÉSIDENT DESIGNÉ CI-APRÈS PAR L'ADMINISTRATION OU LE MAÎTRE D'OUVRAGE.

D'UNE PART

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 23 /CS/2025

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et de l'article 148, Du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marches publiques.

ENTRE

LA COMMUNE DE SALE, REPRESENTÉE PAR SON PRÉSIDENT DESIGNÉ CI-APRÈS PAR L'ADMINISTRATION OU LE MAÎTRE D'OUVRAGE.

D'UNE PART

Et

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le
n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°
.....

IF n° ICE n°
.....

Faisant élection de domicile au

.....

....

Compte bancaire RIB (24 positions).....
ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et de l'article 148, Du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marches publiques.

ENTRE

LA COMMUNE DE SALE, REPRESENTÉE PAR SON PRÉSIDENT DESIGNÉ CI-APRÈS PAR L'ADMINISTRATION OU LE MAÎTRE D'OUVRAGE.

D'UNE PART

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
..... soussigné :

- Membre 1 :

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce de sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° IF n° ICE
n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions)

Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous engageons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire commun RIB (24 positions)
.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : Achat de raticides, Commune de Salé - Préfecture de Salé - Lot unique

Ces fournitures sont destinées à la division d'hygiène et de la protection d'environnement de la commune de Salé.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures sont livrées au titre du présent marché en lot unique consistant en ce qui suit :

- ✓ PRODUIT 1: Raticide pellet à base de 0,005% de difenacoum payé au kg
- ✓ PRODUIT 2: Raticide bloc à base de 0,005% de bromadiolone payé au kg
- ✓ PRODUIT 3: Raticide pate à base de 0,0025 % de difethialone payé au kg
- ✓ PRODUIT 4 Raticide bloc à base de brodifacoum 0.005 % payé au kg.
- ✓ PRODUIT 5: Raticide pate à base de flocoumafen 0,0025 % payé au kg

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales
3. Le bordereau des prix et détail estimatif ;
4. le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret n° 2-22-421, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics
- Dahir n° 1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi Organique n° 113.14 relative aux communes.
- Dahir n° 1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.

- La Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du DAHIR n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11 Décembre 1956) relative aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
 - La loi 53.00 relative à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;
 - Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;
 - Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables des travaux.
 - l'arrête du chef de gouvernement n° 3-302—15 du 15 safar 1437 (17-11-2015) fixant les règles et les conditions des prix des marches publics
 - l'arrêté du ministre délègue auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget N° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
 - Décret n° 2-19-184 du 19 chaabane1440 (25 avril 2019) modifiant et complétant le décret n°2-16-344 du 17chaoual 1437(22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
 - La loi n 112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.
 - Décret n° 1.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.
 - Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ;
- Ainsi que tous les textes règlementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE DE L'OFFRE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum Soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 36 du Décret des marchés publics n°2-22-431.

ARTICLE 6: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des

dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais d'enregistrement de l'exemplaire remis au fournisseur ainsi que les frais de timbres de l'original conservé par l'Administration sont à la charge de l'entreprise.

Article 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer obligatoirement dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours (15 jours) à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'aviser la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivants la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 8 : SOUS - TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques

et financières ;

- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations par rapport au montant du marché ;
- Et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.
- Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.
- Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

- ✓ PRODUIT 1: Raticide pellet à base de 0,005% de difenacoum payé au kg.
- ✓ PRODUIT 2: Raticide bloc à base de 0,005% de bromadiolone payé au kg.
- ✓ PRODUIT 3: Raticide pâte à base de 0,0025 % de difethialone payé au kg.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 de décret précité n° 2-22-431 .

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 9 : DELAI DE LIVRAISON

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de deux mois.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Toutes les prolongations et diminutions du délai d'exécution doivent être précisées selon les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX.

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées en application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires, fermes et non révisables et ils sont établis en dirhams marocains, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 2-22-431 précité, comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

-a-Cautionnement provisoire

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 3.500 ,00 DHS (trois mille cinq cent dirhams).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n° 2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

Le cautionnement provisoire reste acquis à la Commune de Salé, dans l'un des cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.

-b-Cautionnement définitif

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur, conformément à l'article 15 du CCAG-T.

Si le fournisseur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 2 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception

définitive des travaux, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-T.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Le fournisseur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Article 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin de la division d'hygiène et de protection de l'environnement sis à avenue Atlass Saghir hay al mazraa Tabriquet Salé.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin de la division d'hygiène et de protection de l'environnement sis à avenue Atlass Saghir hay al mazraa Tabriquet Salé, en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la

correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres)-----
-----ouvert auprès de-----
-(la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 18: RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.(chaque produit doit disposer d'un catalogue)

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif,

A l'issue de cette opération le maître d'ouvrage prononcera en même temps la réception provisoire et la réception définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès verbal de réception provisoire et définitive.

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrit, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial

du marché modifié ou complété éventuellement majoré (Paragraphe 7 Article 65 du CCAG-Travaux).

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG - Travaux.

ARTICLE 20 : : DROITS D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG -Travaux, le fournisseur doit acquitter les droits d'enregistrement du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 28 et 162 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22 RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics celles prévues aux articles 28,33,40, 47,48,49,50,51,52,54,58,65,67,70,79 et 80 du CCAG-travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 23 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82 et 84 du CCAG -Travaux applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux de Rabat - Salé.

ARTICLE 24 : CAS DE FORCE MAJEUR

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 Km/h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 25 : PERSONNE INTERVENANT DANS LE CADRE DE CE MARCHE :

Le président de la commune de Salé en tant que maître d'ouvrage.

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Docteur : SAMIRA SALAMATE : chef de la division

Mr AHMED CHIBEK : magasinier

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

ARTICLE 27- CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

Le titulaire est tenu de produire avant la livraison des produits à présenter pour validation un catalogue de chaque produit illustrant la composition, le mode d'action, le mode d'emploi, la toxicité et le mode de stockage

.

- ✓ PRODUIT 1: Raticide pellet à base de 0,005% de difenacoum payé au kg.
- ✓ PRODUIT 2: Raticide bloc à base de 0,005% de bromadiolone payé au kg.
- ✓ PRODUIT 3: Raticide pâte à base de 0,0025 % de diféthialone payé au kg.
- ✓ PRODUIT 4: Raticide bloc à base de brodifacoum 0.005 % payé au kg.
- ✓ PRODUIT 5: raticide pâte à base de flocoumafen 0,0025 % payé au kg.

**ACHAT DE RATICIDE
COMMUNE DE SALE - PREFECTURE DE SALE**

Marché n° 23/CS/2025

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 184 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics .

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux Unions De coopératives et aux autos entrepreneurs.

Arrête le présent marché à la somme de

Dresse et vérifié par

Dr Samira SALAMATE
Médecin Chef de la Division
d'Hygiène et de la Protection
de l'Environnement

Le Président de la Commune de Salé

Lu et accepté par

Le fournisseur


 **Omar SENTISSI**
Président de
la Commune de Salé

Visé par :approuvé par